



Le Réveil Social

ORGANE MENSUEL DU SAVT
Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

N° 4 • AVRIL 2007

26^e année - Nouvelle série • Poste Italienne S.p.A. •
Spedizione in A.P. D.L. 353/2003 (conv. in L. 27/02/2004 n° 46) art. 1 comma 2 DCB • AOSTE

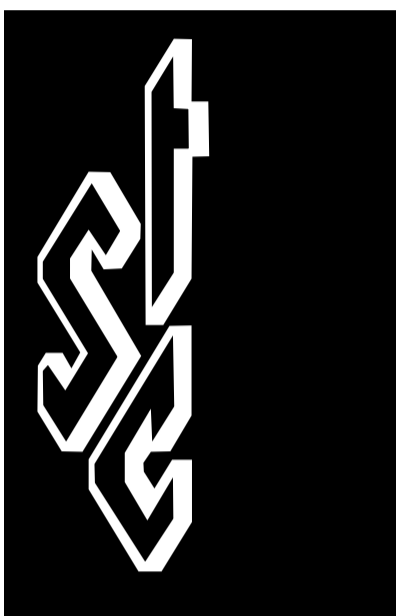
SAVT-INTERNATIONAL

Sindacatu di I Travagliatori Corsi Liberazione Sociale & liberazione Naziunale

JEAN LUC MORUCCI

Un syndicat indépendant qui fait son travail de syndicat

L'année 2006 a été marquée, pour le STC, par la tenue de son huitième congrès, les 13 et 14 mai. bientôt un an déjà. la question du rapport entre le «syndical» et le «politique» a plané sur les débats. une fois de plus, serait-on tenté d'ajouter. Sauf que ce débat, bien que récurrent, n'a rien d'académique. Il évolue au gré des événements qui marquent la vie d'un mouvement, le mouvement nationaliste, multiforme, incontournable, aussi ancré dans le paysage politique insulaire que sujet aux crises les plus vives, et qui, de soubresauts en sursauts, n'en détermine pas moins la ligne d'évolution de la société corse. Il évolue également en fonction de la place toujours plus marquante du syndicat, et dans ce mouvement, dont



il n'a cessé de se réclamer, et dans cette société, dont il ne cesse de combattre les effets les plus néfastes.

La stratégie des contre-pouvoirs

Exposer ce qu'est le STC, sa nature, son originalité, ses caractéristiques, permet de comprendre quels sont les enjeux de cette situation complexe et des discussions qu'elle suscite.

Le STC a été officiellement proclamé le 1er mai 1984, il y a plus de vingt ans. Il est né de la volonté de la direction politique du mouvement nationaliste de l'époque d'occuper l'ensemble des terrains de lutte, culturelle, économique, sociale, politique, afin d'y construire des organisations définies comme les outils devant permettre au peuple corse de (re)conquérir sa souveraineté pleine et entière, d'exercer son droit à l'autodétermination.

Dans cette stratégie, le droit à l'autodétermination n'est pas conçu comme l'organisation d'un scrutin qui permettrait au peuple corse de choisir ou non

suite à page 2

Costi e sacrifici della politica regionale

GUIDO CORNIOLO

Referendum popolari, nuove leggi elettorali, ineleggibilità, incompatibilità, maratone consiliari per giungere in tempi utili a modificare il nostro sistema politico ed elettorale.

Molti tuonano che sono norme ad personam: fuori dal Consiglio "l'intelligentia" universitaria, professori, ricercatori in ruolo, i titolari di contratto di insegnamento, i dirigenti delle istituzioni scolastiche di ogni ordine e grado, i dirigenti dell'università.

Molti hanno dimenticato di citare i dirigenti di ogni livello del comparto unico regionale che fanno, anche loro, parte degli ineleggibili.

Tutte le figure professionali o cariche associative o societarie ineleggibili sono contemplate nell'articolo 2 comma 1 e comma 2 della legge approvata recentemente (30 voti favorevoli) dal Consiglio Regionale:

"Disciplina delle cause di ineleggibilità e di incompatibilità con le cariche di consigliere regionale, ai sensi dell'art. 15, comma secondo dello statuto speciale".

Se l'articolo 2 è importante direi che l'articolo 3 della stessa legge è fondamentale, "rimozione delle cause di ineleggibilità" che recita: "le cause di ineleggibilità di cui all'articolo 2, comma 1 e 2, non hanno effetto se l'interessato cessa dalle funzioni per dimissioni, revoca dell'incarico o del comando, collocamento in aspettativa non retribuita, non oltre 6 mesi dalla data di scadenza naturale della legislatura (per le figure dell'articolo 2 comma 1, vedi il Presidente della Chambre Valdôtaine, dirigenti regionali di 1° livello, (Coordinatori) amministratori delegati e i direttori degli enti pubblici non economici, amministratori di società partecipate della regione

segue a pagina 2

1^{er} MAI 2007: FÊTE DU TRAVAIL

Les manifestations à Verrès et Turin

CGIL CISL SAVT UIL
VALLE D'AOSTA

L'Italia riparte dal Lavoro

Festa del Lavoro
1° Maggio 2007

Verrès
Ore 10,30 manifestazione corteo per le vie cittadine
Ore 11 piazza Emile Chanoux discorsi ufficiali
(in collaborazione con il Comitato per il 1° Maggio di Verrès)

Torino
Ore 9 manifestazione in piazza Vittorio Veneto
Ore 11 arrivo in piazza San Carlo intervverranno:
G. Epifani, R. Bonanni, L. Angeletti

L'Italie

repart du travail

Les organisations syndicales confédérales de la Vallée d'Aoste organisent pour la journée du 1^{er} mai 2007, qui a comme mot d'ordre «l'Italie repart du travail», deux moments de rencontre. Les organisations confédérales valdôtaines participent à la manifestation nationale de Turin, où seront présents les secrétaires nationaux des trois principaux syndicats, Epifani, Bonanni, Angeletti, qui prendront la parole à la conclusion de la rencontre, à 11h sur la place San Carlo. Un car gratuit sera à la disposition des valdôtains intéressés : il partira de l'ancienne aire Ferrando, boulevard du bataillon aosta, à 6h30 (matin). le retour est prévu en fin d'après-midi. Les personnes désireuses de participer à cette initiative doivent s'inscrire auprès des Organisations Syndicales avant lundi 23 avril, dernier délai. En Vallée d'Aoste, la traditionnelle manifestation du 1^{er} mai aura lieu à Verrès, avec la participation de la fanfare communale. discours officiels à 11h30, place Emile Chanoux. Les organisations syndicales CGIL-CISL-SAVT-UIL de la Vallée d'Aoste invitent toute la population Valdôtaine à participer nombreuse aux initiatives proposées pour défendre la valeur du travail et pour soutenir le développement d'une société plus juste, plus libre et plus démocratique.

SAVT-RETRAITÉS

RAPPEL

Séjour en Croatie, Hongrie et Slovénie 26 mai-2 juin 2007

Le Savt-Retraité organise, chaque année, un séjour socio-touristique et culturel qui, cette année, passera par la Croatie, la Hongrie et la Slovénie, à partir du samedi 26 mai jusqu'au samedi 2 juin 2007. **Les visites de Trieste, Fiume, Zagabria, Pecs, Budapest, Maribor et Lubiana** sont prévues; pendant **trois journées**, nous séjournerons à **Budapest** et nous visiterons cette ville qui est aussi appelée «**Le Paris de l'Est**».

Les retraités, les inscrits et leurs familles respectives, les amis et les sympathisants du Syndicat peuvent participer à ce séjour organisé. Le montant de participation, qui devra être versé intégralement au moment de la réservation (comprenant le car, l'hôtel, le restaurant, les entrées aux musées, les guides touristiques, la mini croisière sur le Danube, etc.), est le suivant: **Inscrits SAVT (720,00 euros), non-inscrits (830,00 euros), supplément chambre individuelle (150,00 euros). Les inscriptions doivent parvenir avant 12h, le vendredi 4 mai 2007, dernier délai.** Pour les inscriptions et pour tout autre renseignement s'adresser directement auprès des **sièges du Syndicat: Aoste: tél.: 0165-238384; Châtillon: cell.: 333-3547422; Verrès: tél.: 0125-920425; Pont-Saint-Martin: tél. 0125-804383.**



La riforma della pensione complementare è entrata in vigore il 1° gennaio 2007.

Il 30 giugno 2007 è il termine ultimo per i lavoratori privati per scegliere la destinazione del loro TFR.

Il SAVT rimane a disposizione degli iscritti e di tutti i lavoratori per ogni ulteriore chiarimento

LA PENSIONE È A PROVA DI FUTURO



SUITES DE LA PAGE 1

Sindacatu di I Travagliatori Corsi

de «rester français» en optant ou non pour l'indépendance, compte tenu des multiples liens de dépendances qui font de ce peuple un peuple dominé, un peuple colonisé, donc un peuple aliéné. Dans ces conditions, le droit à l'autodétermination est un droit qui se conquière, plus qu'il ne se proclame, un droit qui se construit tout au long d'un processus par lequel, et dans lequel, les nationalistes se donnent pour tâche d'aider le peuple à construire les outils qui lui permettront de déterminer librement sa destinée, en particulier institutionnelle. Il ne s'agit surtout pas de se substituer à lui et de choisir à sa place telle formule plutôt que telle autre, autonomie, indépendance ou autre. Cette stratégie dite des « contre-pouvoirs » devait aboutir, dans les années quatre-vingt, à la construction d'organisations diverses, associations, coopératives, syndicats, coordonnées autour d'un parti politique dans la coalition «unité nazionalista». mais seul le STC, d'une part s'est construit comme une organisation de masse jusqu'à devenir le premier syndicat de corse. D'autre part a échappé à la série de scissions et d'affrontements qui a frappé le mouvement dans les années quatre-vingt-dix. Pourquoi? tout simplement parce que le STC s'est construit, non comme un parti politique-bis, mais comme un «vrai» syndicat, c'est-à-dire comme une organisation au service des salariés mais aussi du peuple corse. Le terrain sur lequel est apparu le STC concentrait au plus haut niveau les traits spécifiques d'une formation sociale marquée par le clanisme: le travail y est conçu comme un service rendu en contrepartie du vote de toute la famille; la relation de travail y est présentée, et vécue, comme une relation de dépendance; le pourvoyeur de «place» ou de «pension» y apparaît comme le détenteur naturel et dynastique du pouvoir.

Pour le syndicat la voie était toute tracée: se battre, aider le salarié(e)s à se battre, pour transformer cette relation de dépendance en une relation régie par un contrat incluant des droits et des devoirs mutuels. Dès le début, le STC a mis au centre de son action le «code du travail» brandi comme un «petit livre rouge»

dont la portée, dans cette société corsetée par le non-droit, devenait proprement révolutionnaire. Création de sections, désignation de délégués syndicaux dans les tpe — ces «très petites entreprises» qui forment l'essentiel du tissu économique de la corse et dont près de 90% ont moins de 10 salariés, organisation des élections de délégués du personnel aux comités des entreprises de plus de 20 salariés. Le STC pénètre ainsi dans toutes les micros régions y compris dans celles où n'existait aucune tradition syndicale. Il se présente aux élections prud'homales où, dès sa première apparition, en 1987, il obtient plus de 17% des voix, pour devenir, aux dernières élections professionnelles, le premier syndicat de corse. Il s'attèle à la formation de ses juges prud'homaux. Il assiste le salarié menacé de licenciement face à son employeur ou devant le tribunal des prud'hommes... Le STC s'affirme ainsi comme une organisation engagée dans le combat quotidien pour défendre concrètement les intérêts matériels et moraux des salariés. C'est la première condition pour se construire comme un «vrai» syndicat, donc pour se construire tout court. En ne négligeant aucune dimension du combat syndical immédiat, souvent perçu comme «ingrat» — on à affaire soit à des revendications corporatives, soit à un individu isolé, on travaille sur dossier durant de longues périodes, on a l'impression de ne rien capitaliser en termes de prise de conscience idéologique... , le STC a su prouver son utilité. Ce faisant, il mène une action en profondeur à forte signification «politique» car il aide concrètement le salarié à prendre toute sa place dans la société en affirmant ce qu'il est, c'est-à-dire une personne qui gagne sa vie par son travail, qui ne doit rien à personne, qui a des droits à faire valoir et à faire respecter. À l'humiliation de la dépendance de l'obligé (celui qui doit sa situation à quelqu'un et n'a donc que le droit de se taire), le syndicat permet au salarié de substituer la dignité du travailleur qui vend sa force de travail et donc la négocie au mieux du rapport de force que, collectivement, avec sa catégorie sociale, il peut imposer.

C'est dans cette démarche

que le travailleur peut rompre les liens de dépendances psychologique, familiale, sociale, typiques de la société clanique. Il conquiert le droit de penser comme il veut, de se déterminer en toute conscience. Il peut s'autodéterminer et il le fait en tant que salarié. C'est pourquoi le syndicat s'adresse d'abord au salarié en tant que tel, à tout salarié «quelles que soient ses opinions politiques, philosophiques, religieuses ou son origine ethnique». Ce n'est pas une démarche idéologique mais concrète, qui met l'individu en face de réalités sociales et de contradictions qu'il vit mais qu'il ne perçoit pas forcément tant qu'il n'y est pas confronté. A lui de dénouer ses contradictions. Le syndicat doit l'y aider, mais sans «faire le travail à sa place»: il ne doit pas substituer ses propres liens de dépendance clanique à ceux qu'il est sensé défaire. C'est là une dimension importante et à ne pas sous-estimer de la démarche d'autodétermination. Une autre dimension se situe au niveau du groupe social que constituent les salariés. Liés par des intérêts concrets communs, au-delà de toute idéologie, de toute position politique partisane, ils représentent une force fondamentale de la société, au sens propre, car le travail représente l'un des fondements de la vie en société. En revendiquant le travail comme un droit, en luttant pour l'amélioration de leur salaire et de leurs conditions de travail, les travailleurs signifient leur volonté de participer au développement de l'économie de leur pays et d'en recueillir les fruits, en affirmant leur droit, en prenant conscience de leurs (vrais) devoirs, les salariés construisent leur responsabilité sociale. Ils ne subissent plus passivement la situation mais ils aspirent à la modifier, ils veulent devenir des acteurs.

En les aidant à prendre conscience du rôle qu'ils jouent réellement dans la société, du rôle qu'ils peuvent jouer dans son devenir, le syndicat affirme, non seulement leur place au sein du monde du travail, mais leur vocation à jouer un rôle moteur au compte de la société tout entière.

Jean Luc Morucci
Secrétaire National
Chargé des Relations extérieures

Costi e sacrifici della politica regionale

ecc..) e non oltre il giorno fissato per la presentazione delle candidature (45gg. prima dell'elezione) per tutte le altre figure previste all'art. 2 comma 2 (ivi compresi i professori, i ricercatori dell'università della Valle d'Aosta).

In poche parole se queste regole non saranno modificate da altre normative vuole dire che il Professore dell'Università della Valle d'Aosta, per presentarsi alle elezioni regionali, dovrà porsi «in aspettativa non retribuita» per 46 giorni e se eletto continuare per i successivi 5 anni in aspettativa, se non eletto riprendere il suo posto di lavoro all'Università della Valle d'Aosta.

Ora si potrà dibattere pro o contro questa scelta, che personalmente, mi trova indifferente, ma non certo

traumatizzato ne convinto di un attacco suicida alla democrazia della nostra regione.

Credo che ancora una volta la demagogia del dibattito politico valdostano non ci permette di focalizzare i veri problemi.

Uno per tutti, il costo reale del sistema politico elettivo in Valle d'Aosta: Regione, Comunità Montane, Comuni, Commissioni, Enti e Società partecipate.

Propongo un unico provvedimento: dal 2008 tutti gli assegni degli incarichi elettivi dei Presidenti, e degli Assessori regionali decurtati del 50% e per i Consiglieri regionali 1500 euro fissi al mese.

Riparametrazione e scendere per tutti gli altri incarichi.

Un'ultima constatazione l'ineleggibilità e l'incompatibilità riguarda-

no esclusivamente gli impieghi e gli incarichi pubblici: un avvocato, un architetto, un perito, un artigiano, un commerciante, un assicuratore possono continuare tranquillamente a svolgere il proprio lavoro, anche se a volte, potrebbe succedere, per un libero professionista, associato a prestigiosi studi, essere tentato di beneficiare della sua posizione di Consigliere Regionale per agevolare incarichi e consulenze sempre più onerosi per la finanza pubblica regionale.

Credo che in questo modo si risolverebbero molte delle tentazioni di emarginare (sic) chicchessia dal partecipare compiutamente alla vita politica della nostra piccola (ma a volte molto litigiosa) comunità.

A.V.C.U.

ASSOCIATION VALDÔTAINE CONSOMMATEURS ET USAGER

Nuova sede dell'AVCU

Dal 1 Marzo 2007, l'AVCU ha una nuova sede, ubicata al nr. 19 di Via Porta Pretoria al 3° piano. Noi saremo a Vostra disposizione, come lo siamo stati sinora, il lunedì ed il martedì dalle ore 9 alle ore 12 e il mercoledì e il giovedì dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 15 alle ore 17,30. Durante gli altri giorni, potrete sempre rivolgervi alla sede del SAVT, in Piazza Manzetti 2, per informazioni o per prenotare un incontro con la responsabile dell'Associazione. Vi ricordiamo che l'AVCU è al servizio dei consumatori ed utenti per qualsiasi problema o necessità in cui possa incorrere il cittadino consumatore. Il servizio di Conciliazione, che siamo in grado di offrirvi, permette di risolvere controversie di natura economica ed in particolare quelle che possono sorgere tra consumatori e tra

imprese e consumatori. In altre parole lo sportello di Conciliazione permette una composizione veloce delle liti ed è un servizio al quale possono rivolgersi sia i consumatori finali, sia i fornitori in caso di controversie derivanti da contratti, in caso di contestazione sulla merce acquistata, sulle prestazioni effettuate (riparazioni, lavori di artigianato) o riguardo al mancato pagamento totale o parziale delle relative fatture. La Conciliazione non vuole sopperire alle carenze del sistema giudiziario, ma si pone come alternativa al procedimento giudiziario, proponendo una nuova via, differente dalle altre più conosciute o praticate, per la soluzione dei conflitti. Le nostre coordinate sono: telefono e fax 0165-548410 - cellulare 329-2253571 - e-mail. energie@savt.org

Acquisti auto a rate: dietro lo slogan il trucco

Le pubblicità che promuovono l'acquisto di vetture a rate nella maggior parte dei casi promettono spese irrisorie e tassi di interesse minimi. In realtà, se si leggono attentamente le condizioni del finanziamento, si scopre che i costi da sostenere sono ben maggiori. Non è tutto oro quello che luccica: le super offerte promosse per l'acquisto delle auto a rate spesso nascondono spiacevoli tranelli. Le pubblicità riportate su quotidiani e periodici si assomigliano tutte: sono contraddistinte da slogan stampati a caratteri cubitali, nei quali vengono promesse rate irrisorie e tassi di interesse bassissimi. Sembra facile: si sborsa qualche decina di euro per un paio di anni e si entra in possesso

dell'auto. In realtà quasi sempre le informazioni, fornite dalla pubblicità, sono parziali e fuorvianti, se non scorrette.

Per sapere veramente quali sono le reali condizioni di finanziamento bisogna andare oltre gli slogan: solitamente sono scritte a caratteri microscopici all'interno di minuscoli riquadri. Se volete chiarirvi veramente le idee sul prestito, dovete per prima cosa andare a leggere la parte con il testo scritto microscopico e verificare tutte le condizioni previste dal finanziamento. Potete comunque sempre rivolgervi alle associazioni dei consumatori di vostra fiducia o all'antitrust per segnalare situazioni scorrette in cui siete incorsi.

Le Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains.

Les objectifs du SAVT sont:

- la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs de la Vallée d'Aoste et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail;
 - la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral.
- Afin d'atteindre ses objectifs, le SAVT par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser:
- la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;
 - la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes de la Vallée d'Aoste dans tous les secteurs économiques;
 - la parité entre les droits des hommes et des femmes;
 - la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique en Vallée d'Aoste;
 - l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences de lutte commune.



Le Réveil Social
mensuel, organe de presse
du SAVT

Rédaction

SAVT - 2, place Manzetti
téléphones: 0165.23.83.84
0165.23.83.94 - 0165.23.53.83
Enr. Tribunal d'Aoste n° 15
du 9 décembre 1982

Imprimerie

«Arti Grafiche E. Duc»
16 localité Grand-Chemin
11020 SAINT-CHRISTOPHE
téléphone: 0165.23.68.88
fax: 0165.36.00.14

Directeur responsable
Giorgio Rollandin

Coordination Syndicale
Guido Corniolo

Comité de rédaction
Claudio Albertinelli - Guido Corniolo
Alessia Démé - Fortunato Mafrica
Claudio Nicco - Felice Roux



SAVT-ÉCOLE

Il lusso di acquistare un computer

Sul "bulletin-écolé" di gennaio si informavano gli insegnanti che il Governo nazionale, al fine di facilitare l'accesso e l'uso delle nuove tecnologie, ha inserito nella finanziaria 2007 il seguente comma: "Per l'anno 2007, ai docenti delle scuole pubbliche di ogni ordine e grado, anche non di ruolo con incarico annuale, nonché al personale docente presso le università statali ai fini dell'imposta sul reddito delle persone fisiche, spetta una detrazione dall'imposta lorda e fino a capienza della stessa nella misura del 19 per cento delle spese documentate sostenute ed effettivamente rimaste a carico, fino ad un importo massimo delle stesse di 1.000 euro, per l'acquisto di un solo personal computer nuovo di fabbrica". In sostanza, chi acquista un computer nuovo entro quest'anno sola-

re e ne conserva la pezza giustificativa, può detrarre, in sede di dichiarazione dei redditi 2008, il 19% dell'imposta lorda e fino ad un massimo di 1000 euro. Numerosi insegnanti si sono dimostrati interessati a questo argomento e ci hanno chiesto chiarimenti: c'è chi vuole rottamare il computer ormai obsoleto, chi vuole comprarne uno portatile, chi vorrebbe averne uno a scuola per poter programmare...

Ormai il computer è per gli insegnanti uno strumento indispensabile e tutti noi abbiamo cercato in questi anni di alfabetizzarci, magari di perfezionarci nell'utilizzo di questo mezzo tecnologico. Chi poi frequenta l'università o i corsi abilitanti è costretto ad utilizzare la propria casella elettronica e a comunicare via internet. Allora, ben venga lo

sgravio fiscale, l'aiutino" economico per noi che siamo costretti a tenerci al passo con la tecnologia, a noi che dobbiamo aggiornarci ed innovarci. Non possiamo però non sottolineare con invidia ed anche amarezza come TUTTI (indipendentemente dall'appartenenza politica) i Consiglieri Regionali siano dotati a spese della collettività di computer sempre più nuovi ed efficienti.

È pur vero che loro sono solo 35 e noi insegnanti alcune migliaia, ma perché noi dobbiamo faticosamente pagarci il computer, magari a rate e con le "offerte" e loro ce l'hanno gratis, anche considerato la differenza di livello stipendiale?

Per noi docenti il computer è un lusso e i lussi si pagano...

A. D.

Il desiderio di un posto fisso a scuola



ALESSIA DÉMÉ

D'un soffio, a passo di corsa, arriviamo alla fine di aprile.

Per tutto questo mese, siamo state impegnate con la compilazione dei modelli per iscriversi o per aggiornare la propria posizione nella graduatoria che il Ministero dell'Istruzione ha voluto "ad esaurimento" e non più permanente.

Francamente, ci pare, contattando giornalmente tanti insegnanti o aspiranti tali, che inserirsi nel mondo del lavoro diventi via via più complicato.

Uno slogan affisso in questo periodo sui muri di Aosta recita: "Il lavoro è un diritto, non un privilegio" e noi, a livello di principio, siamo fermamente convinti che debba essere così.

Poi, però, ci scontriamo quotidianamente con la realtà, con tanti giovani e meno giovani che varcano la soglia del nostro ufficio per raccontarci il loro percorso di studio, di lavoro, di vita ed allora ci viene sovente da pensare che noi che abbiamo un "posto fisso", che abbiamo un contratto a tempo indeterminato siamo fortunati, forse anche privilegiati.

Avremo sì i nostri stress (la classe, gli alunni, le valutazioni, il programma, i colleghi, i colleghi docenti...), ma possiamo contare su tante certezze (la continuità lavorativa, lo stipendio, la collocazione sociale...) a cui tanti anelano e da cui si sentono ancora esclusi.

Siamo convinti che il lavoro pedagogico sia di una tale importanza che richiede una lunga formazione, ma ci sembra che oggi, oltre alla laurea, oltre all'abilitazione o la specializzazione all'insegnamento, agli insegnanti o aspiranti tali sia richiesta una grande pazienza e sopportazione.

Perché in Italia gli insegnanti sono tra i meno pagati in Europa? Perché il sistema adottato per il loro reclutamento è così complesso e, soprattutto, così sfibrante? Perché per coloro che vogliono lavorare nella scuola si presenta una lunga corsa ad ostacoli, quali i tagli degli organici, le incertezze e le contraddizioni sui curricoli e il monte ore? Perché in alcune regioni del Nord Italia non lontane dalla nostra ai supplenti viene fornita la retribuzione con quattro mesi di ritardo?

Non parliamo poi dei tagli all'università ed alla ricerca, che spingono

tante giovani teste pensanti a cercare un impiego all'estero per poter lavorare mettendo a frutto le loro capacità ed il loro impegno...

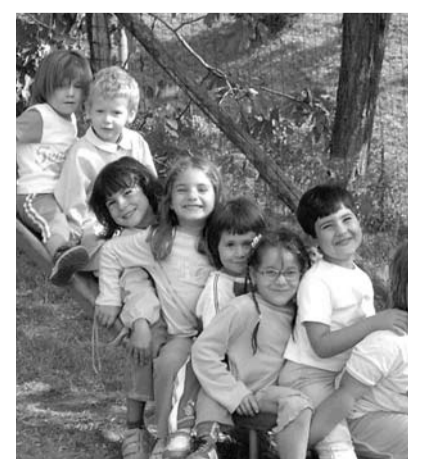
Se guardiamo all'intero panorama nazionale, noi insegnanti valdostani siamo per alcuni versi in controtendenza: noi siamo pagati regolarmente anche in quanto supplenti; abbiamo avuto il mantenimento dell'organico e, lo scorso anno, è stata incrementata la dotazione organica della scuola primaria; il rapporto numerico insegnanti/alunni è più favorevole che in altre regioni italiane.

Ma allora perché sovente ci lamentiamo?

Riteniamo che se molto è stato fatto per migliorare il nostro sistema scolastico, ancora molto resta da fare. Siamo convinti che investire nella cultura sia il presupposto per fare crescere e progredire la nostra comunità in modo democratico, solidale, responsabile.

Noi a livello sindacale ci impegniamo a riprendere il discorso iniziato con la legge 18/2005 e non ancora ultimato: per cominciare, restano ancora da impegnare 17 risorse e dobbiamo decidere insieme in quale ordine di scuola e per quali obiettivi prioritari.

Altri, che hanno in mano le leve della politica, devono condividere con noi la convinzione che impegnare risorse economiche nella scuola non è un costo ma un investimento e che avere tra coloro che decidono concretamente esponenti del mondo della cultura non deve spaventare ma, al contrario, tranquillizzare. Ben vengano in futuro insegnanti, dirigenti scolastici, professori e ricercatori universitari che scelgono l'impegno politico (già Platone, nel V° secolo a.C. parlava dei filosofi alla guida della polis)...



SAVT-MÉTALLOS

14 e 15 maggio Elezioni R.S.U. Cogne Acciai Speciali

EDY PAGANIN

Guardandoci attorno dobbiamo purtroppo constatare che l'industria valdostana non sta attraversando un buon periodo, basta rivolgere lo sguardo all'azienda Tecdis di Châtillon, che dopo aver rincorso la speranza di un nuovo acquirente, ha dovuto arrendersi alla chiusura della fabbrica, infatti, a breve, verranno consegnati i libri contabili in tribunale e si procederà nella direzione della peggiore delle ipotesi: il fallimento. Al contrario la Cogne Acciai Speciali, maggiore azienda privata valdostana per numero di lavoratori (sono circa 1060), è in crescita sia per la produzione che per il fatturato ed il numero di dipendenti. Il mercato dell'acciaio sembra non risentire la crisi industriale a livello

internazionale. Il prossimo mese e precisamente il 14 e 15 maggio 2007 si svolgeranno all'interno dello stabilimento COGNE ACCIAI SPECIALI le elezioni per il rinnovo delle R.S.U. (Rappresentanze Sindacali Unitarie). Un momento molto importante e fondamentale per la gestione sindacale e la contrattazione con l'azienda, per la tutela di tutti i dipendenti. A tutti i lavoratori della Cogne Acciai Speciali chiediamo attenzione e il contributo personale per riuscire a mantenere il nostro sindacato SAVT-Métallos protagonista e forte per la difesa dei diritti sul posto di lavoro. I nuovi delegati eletti avranno un ruolo fondamentale per la contrattazione all'interno della CAS ed è per questo che le RSU insieme al Sindacato risultano indispensabili sul posto di lavoro.

I candidati SAVT

AREA 1 (ad ovest del Buthier)
DIEMOZ Giorgio,
DI STEFANO Johnny,
ROSSET Manolo,
SORRENTI Isidoro
TRUCCO Vittorio.

AREA 2 (ad est del Buthier)
BORDIGONI Ivan,
COMÉ Remo,
FONTE Luciano,
IMPERIAL Silvano,
NASSIVERA Adolfo Gilberto,
PERRON Massimo
PERVIER Livio.



Partecipate tous et toutes pour proposer le syndicat SAVT

SAVT-SANTÉ

Disposizioni per l'attivazione di prestazioni aggiuntive da parte del personale del comparto dell'azienda USL

PIERRE JOSEPH ALLIOD

La Giunta Regionale della Valle d'Aosta, con deliberazione n. 4259 del 29.12.2006, ha stabilito le linee di indirizzo all'Azienda USL in materia di prestazioni aggiuntive rese dal personale del Servizio Sanitario Regionale. Dette prestazioni aggiuntive sono date in forma di libera professione a favore dell'Azienda. Fino ad oggi l'Azienda USL della Valle d'Aosta ha richiesto al personale del Servizio Sanitario Regionale per l'erogazione di determinate prestazioni, ed in particolare per quelle a carattere sanitario, la realizzazione di vari progetti obiettivo e l'esercizio della libera professione a favore dell'Azienda. Con la sopracitata deliberazione viene di fatto, per il futuro, eliminato il ricorso procedurale ai progetti obiettivi. Essa evidenzia, inoltre, che gli eventuali trattamenti economici aggiuntivi a favore del personale, rispetto a quelli

contrattuali, devono essere utilizzati soltanto per le prestazioni indispensabili all'espletamento di attività previste dalla programmazione sanitaria regionale ed aziendale, nonché ai fini del contenimento delle liste di attesa. Il concetto di temporaneità di tali prestazioni aggiuntive è stato ribadito dalle Organizzazioni Sindacali Confederali e di categoria nelle varie riunioni avvenute recentemente sia a livello regionale, sia aziendale. Per far fronte ad esempio a coperture di posti vacanti, si deve ricorrere alla cosiddetta stabilizzazione dei posti mediante procedure concorsuali. L'Amministrazione regionale provvede a finanziare annualmente le prestazioni aggiuntive tramite apposite risorse, che per l'anno 2007 ammontano a euro 3.900.000. Nella riunione del 2 aprile ultimo scorso, tra Amministrazione dell'Azienda USL e Sindacati del Comparto, si è convenuto che per tali prestazioni aggiuntive (rese in forma volontaria)

è opportuna una concertazione tra le parti su alcuni punti fondamentali:

- a) Le attività aggiuntive vanno rese a fronte di un debito orario con tetto massimo di 115 ore annue nell'ambito delle 180 ore previste dal C.C.N.L. per il lavoro straordinario.
- b) La remunerazione delle prestazioni aggiuntive è così prevista:

| CATEGORIA | EURO -ORA |
|-----------|-----------|
| D-DS | 32,00 |
| C | 26,00 |
| BS | 24,00 |
| B | 23,00 |
| A | 21,00 |

- c) Una mappatura dell'attività aggiuntive sarà monitorata da una apposita commissione mista, Azienda USL e Sindacati del comparto, al fine di una distribuzione equa delle risorse tra l'area del comparto e quella della dirigenza.



SAVT-RETRAITÉS

Fête du printemps

Aymavilles 15 avril 2007



ANNA BIOLEY

Comme toutes les années le printemps est arrivé et avec lui, ponctuel en tant qu'étape nécessaire, le 15 avril, aussi le rendez-vous du SAVT, toujours qualitativement important, même si lors du repas convivial le vice-secrétaire des Retraités, M. Georges Rollandin nous a beaucoup manqué (il est absent depuis longtemps à cause d'une fracture qui l'oblige à rester à la maison), même s'il a envoyé une lettre sympathique et touchante à la fois, qui a été accueillie avec un long applaudissement de la part des convenus.

gentils, souriants aussi quand on a le cœur gros.....) que des savoirs-faire (on discute de politique et puis des labours à la campagne..)

Comme toujours, le plaisir de la cuisine, (cette année on s'est réuni au Rendez-vous d'Aymavilles) arrosé par la musique de Emile Danna, vrai âme de la journée, a été précédé par un moment didactico-culturel près de la Cave des Onze Communes, où M. Fabrizio Prosperi, énarque, a parlé de la vigne dès ses origines (qui remontent aux Romains) en passant par les invasions et la conséquente reprise de cette exploitation, pour atteindre à nos jours et à toutes les in-



On était à la phase délicate du « ducis in fundo » lorsque le Secrétaire Général, M. Guido Corniolo, a fait une apparition fugace : allure flottante et physique un peu trop raide ont ému les présents qui ont apprécié le sacrifice et l'effort faits pour assurer quand même, malgré la douleur évidente, sa présence pour un moment, car les fêtes du SAVT, comme dit toujours le Secrétaire des Retraités, Monsieur Rinaldo Zublena, animateur de la fête, ne sont jamais de banales rencontres conviviales. Moi, par exemple, normalement je rentre toutes les fois chez moi un peu plus sereine et plus savantes, car de ces personnes exquises qui ont contribué à bâtir la micro-histoire de notre terroir, il y a toujours à apprendre, soit en terme de savoir-être (

novations qu'on a apporté en partant de la moitié des années '80 lorsque la Cave des Onze Communes est née, grâce à la volonté chorale des viticulteurs qui ont voulu croire dans cette coopérative, qui engage quotidiennement chaque associé pour plus de cinq heures. Cette gestion commune a conduit à un résultat exceptionnel : 70% de vin DOC et seulement 30% de vin de table, avec 17 typologies différentes de vins (450.000 bouteilles chaque année) et cinq qualité d'eau de vie (8.000 bouteilles par an). Vu d'ailleurs, que ceux qui travaillent n'aiment pas trop s'encenser, on a parlé aussi de l'objectif qu'on veut atteindre pour cette année, voire l'augmentation de la surface de la Cantine d'environ 400 mq., sans oublier le défi du moment : le vin biologique.

SAVT-EUROPE
La pétition de la CES sur les services publics reçoit un soutien politique et associatif

La pétition de la Confédération européenne des syndicats (CES) suscite un très large soutien au sein de certains partis politiques et d'organisations non gouvernementales (ONG). Elle lance un vaste débat à l'échelle européenne sur la nécessité d'une législation cadre pour maintenir la qualité et l'accessibilité des services publics pour tous. Trois groupes politiques au sein du Parlement européen - le Groupe socialiste européen, le Groupe des Verts/ALE et le Groupe gauche unitaire européenne, gauche verte nordique - se mobilisent en faveur de cette pétition. A l'occasion du Congrès du Parti socialiste européen à Porto, l'ancien Président de la Commission européenne Jacques Delors a déclaré : « Le parti socialiste doit être présent dans cette bataille où se joue l'avenir de notre société ». Pierre Jonckeer, Vice Président du Groupe des Verts/ALE a indiqué : « Les Verts souhaitent que la pétition lancée par la CES bénéficie d'un large soutien des travailleurs et des citoyens européens et s'engagent à contribuer à son succès. » La pétition est également soutenue par les ONG, notamment au travers de la Plate-forme des ONG européennes du secteur social. Fintan Farrell Directeur d'EAPN - European Anti Poverty network - a indiqué : « Cette campagne est vitale pour la défense de l'accès pour tous à des services publics à des prix abordables. En effet, les services sont une ressource essentielle dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. » En l'absence d'une législation cadre, c'est la directive sur les services dans le marché intérieur qui servira d'instrument horizontal pour l'ensemble des services d'intérêt général (SIG). Par ailleurs, la poursuite des libéralisations sectorielles comme celle des services postaux prévue pour 2009, s'oppose aux missions des services publics. A l'instar d'autres acteurs clés, la CES a déjà présenté un projet de directive (20-09-06), donnant ainsi à la Commission une base de travail. Mais à ce jour, en dépit de demandes répétées, aucune proposition n'a été formulée. Par le biais de cette pétition, la CES demande à la Commission européenne de prendre des mesures afin de protéger et de renforcer les services publics. Cet appel a trouvé un écho au sein du Groupe socialiste



Le Parlement européen

européen. « Nous devons convaincre la Commission, comme le demande la CES dans sa pétition, de mettre en chantier une législation communautaire qui garantisse la légalité des services publics » a indiqué Martin Schulz, Président du Groupe socialiste européen. Les citoyens ont des attentes vis-à-vis des services publics. La CES entend répondre à ces attentes par le biais de cette pétition qui permet aux travailleurs et citoyens de s'exprimer. « La CES choisit

le travail de terrain et de la démocratie participative » a estimé Michel Delebarre, Président du Comité des Régions. L'ancien Président de la Commission Jacques Delors a déclaré : « Personnellement, je n'aurais jamais accepté que la directive Services, même amendée, soit adoptée sans avoir en parallèle une loi cadre sur les SIG. La société vit des deux, services publics et privés, il n'y a aucune raison de privilégier l'un plutôt que l'autre ».

SAVT-CAAF

ORARI E SEDI
PER LA COMPILAZIONE E LA CONSEGNA
DELLE DICHIARAZIONI DEI REDDITI

fino al 31.05.2007 per la compilazione
del Mod 730/2007 negli orari indicati:

AOSTA Piazza Manzetti 2

Fino al 31 maggio
dal lunedì al venerdì
ore 8.30 -11.30 14-17.30

COGNE c/o Bar Licone

venerdì 4 e 18 maggio
ore 9-11

MORGEX Via Valdigne 21

giovedì 3 e 17 maggio
ore 9-11

NUS c/o Municipio

mercoledì 2 e 16 maggio
ore 9-11

PONT-SAINT-MARTIN

Via Chanoux, 9
fino al 31 maggio
tutti i lunedì
ore 14-17.30
i martedì, mercoledì e venerdì
ore 8.30-11.30 14-17.30
tutti i giovedì
ore 14-17.30

VERRÈS

Via Duca d'Aosta 29
Fino al 31 maggio
i martedì, mercoledì e venerdì
ore 8.30-11.30 14-17.30
tutti i lunedì
ore 8.30-11.30 14.30-18
tutti i giovedì
ore 10-11.30 14.30-18

CHÂTILLON Via Chanoux 39

Fino al 31 maggio
tutti i lunedì e giovedì
ore 8.30-11.30

HÔNE c/o Trattoria Bordet

Fino al 31 maggio
tutti i giovedì
ore 8.30-9.30

LILLIANES c/o Comune

maggio mercoledì 2, 16 e 30
giugno mercoledì 6 e 13
ore 14.30

ISSIME c/o Comune

maggio mercoledì 2, 16 e 30
giugno mercoledì 6 e 13
ore 15.15

GABY c/o Comune

maggio mercoledì 2, 16 e 30
giugno mercoledì 6 e 13
ore 16.00

CHAMPORCHER

albergo Beau Sejour
maggio venerdì 4, 11 e 25
giugno venerdì 8 e 15
ore 15.15



Rivolgiti con fiducia ai nostri servizi

FÉLICITATIONS

Nous n'avons pas, c'est vrai, l'habitude de le faire, mais, pour notre Directeur, nous pouvons faire une exception: exprimer nos félicitations les plus sincères à sa fille **Nadine Rollandin** qui a brillamment obtenu à la faculté d'histoire et de philosophie de l'Université de Turin, sa maîtrise d'histoire antique en discutant son mémoire «i Salassi e la romanizzazione della Valle d'Aosta» et en obtenant la mention de 110/110.

Le Comité de Rédaction
et les amis du SAVT